

Le Jour, 1953
30 Mai 1953

POUR UNE POLITIQUE MOINS CHETIVE

Faut-il répéter que les pays de la Ligue arabe ne donnent pas à la Palestine **le quart de la place qu'il faudrait** dans leur politique et dans leurs soucis ?

S'ils le faisaient, d'autres problèmes devenus pour eux une sorte d'obsession, passeraient au second plan.

La situation actuelle suppose chez les Arabes, en face d'Israël, un état d'alerte et un armement indéfinis. C'est exactement l'équivalent de la position de l'Occident à l'égard du communisme.

On peut en effet poser l'équation, en considérant, malgré le danger de guerre mondiale, que pour les Arabes le péril du côté d'Israël n'est pas moindre que la peur de l'Occident des entreprises de Moscou. C'est justement ce que les Américains ne voient pas.

Parallèlement, la situation suppose un accroissement incessant des forces d'Israël, dans un déséquilibre inévitable : **forces militaires, forces économiques, forces d'agression, forces de désordre, entretenant perpétuellement une crainte d'explosion.**

Si Israël limitait définitivement ses ambitions à ce qu'il possède, il n'aurait plus de raison d'être : il y aurait toujours dans le monde dix fois plus de Juifs qu'il n'y en a en Israël.

Envisagé seulement sur le plan humain l'Etat d'Israël, comme il est, ne résout rien du problème juif ; il ne résout rien de ce problème mondial, si à une cadence rapide ou lente il ne s'agrandit pas.

Les inventeurs du « foyer national juif » n'ont pas vu, derrière ce doux foyer, se développer l'ombre d'un empire. Ils n'ont pas vu la volonté des Sionistes de se donner une métropole à l'échelle de la planète.

L'Etat d'Israël s'il n'entend pas accroître sa population **au point de faire craquer ses frontières** n'a pas besoin d'un territoire plus vaste que le sien. **On oublie à Tel-Aviv les quarante hectares dont se contente l'Etat du Vatican. Quatre cent millions de Catholiques, d'une part ; quinze millions de Juifs de l'autre ; voilà l'évidence.**

Mais l'Etat juif est ouvert aux Juifs de l'univers, comme sa constitution le prévoit et comme l'ont annoncé cent fois ceux qui le gouvernent. C'est pourquoi les pays de la Ligue arabe ne peuvent plus connaître le repos. Ils sont voués à l'insomnie et les incidents de frontière doivent se multiplier jusqu'à ce que la machine saute.

De même que les pays à majorité catholique, orthodoxe protestante ou musulmane sont nombreux sur la terre pour chacune de ces confessions, **on doit imaginer plus d'un lien où les Juifs puissent croître et multiplier sans empoisonner de leur menace les Arabes innocents.**

Voilà ce que la politique américaine feint d'ignorer alors qu'il y a quatre millions de Juifs dans le seul Etat de New-York. Suggérons-nous candidement au président Eisenhower d'ériger l'Etat de New-York en Etat juif comme son prédécesseur a fait de la Palestine ?

Le problème juif est un des plus complexes, des plus épineux du monde. Il relève même, pensons-nous, de l'ordre providentiel. Ce n'est pas une raison pour que l'Occident en laisse tout le fardeau sur les épaules des Arabes moyennant une vague facture à établir en dollars. Le problème juif, comme on s'évertue à vouloir le résoudre en Palestine, **des Juifs parmi les plus lucides les moins passionnés commencent eux-mêmes à en avoir peur.**

Pendant ce temps, les pays de la Ligue arabe se livrent à des palabres dont les considérations économiques illusoire font les frais. Ils passionnent leur opinion publique pour des querelles intestines. Ils la passionnent pour des questions d'amour-propre auxquelles la fière Europe elle-même ne s'attache plus.

Le premier problème de politique extérieure et de politique intérieure des pays arabes, c'est Israël. Le problème de la défense commune, quoique du même rang, vient ensuite ; IL EST DU MEME RANG PARCE QU'IL EST UNE DES CONDITIONS DE LA SOLUTION DU PREMIER. IL PARE, A VRAI DIRE, AUX DEUX DANGERS A LA FOIS.

C'est n'est plus le temps des enfantillages. **OBTENONS LA GARANTIE CONTRACTUELLE INTERNATIONALE DE NOS FRONTIERES ET L'INTERNATIONALISATION DE JERUSALEM.**

EN MEME TEMPS, ORGANISONS LA DEFENSE COLLECTIVE AVEC CELLE DES PUISSANCES QUI DEFENDENT LES LIBERTES DE L'AME ET LA LIBERTE DES MERS.

Quand nous aurons fait cette grande politique, nous nous occuperons d'économie d'un cœur plus léger.